

de Kong-Ka, à près de 45 milles à l'intérieur de Ladakh; neuf Indiens furent tués et dix autres faits prisonniers. Il apparut alors que la Chine contrôlait environ 75 p. 100 de la région du Ladakh qu'elle disait lui appartenir. La presse et l'opinion publique condamnèrent M. Nehru pour sa réaction trop modérée. Jamais encore, il n'avait été critiqué si vivement. Le *Hindustan Times* de la Nouvelle-Delhi écrivit:

M. Nehru nous a mis en garde contre des propos de matamore et des actions accomplies sous le coup de la colère. Mais nous lui disons qu'il n'aura peut-être plus beaucoup d'occasions de réaliser l'union nationale, s'il permet à la Chine de nous faire subir impunément outrages et humiliations.

Le *Times of India* s'en prit à la réaction du Gouvernement indien aux échauffourées de Kong-Ka:

Même ceux qui appuient la politique étrangère de la Nouvelle-Delhi ne peuvent plus hésiter à condamner M. Nehru qui n'a pas su adopter la position voulue à la suite des récentes bagarres à la frontière sino-indienne. Le premier ministre persiste à invoquer stérilement l'amitié traditionnelle des deux pays et à se complaire dans des banalités quant aux relations culturelles sino-indiennes; c'est là un exemple flagrant de politique d'autruche, alors qu'il nous faudrait accepter courageusement certains faits qui sont là, quelque désagréables qu'ils puissent être. Le premier ministre aura beau parler d'amitié, il ne pourra modifier le fait de l'agression chinoise contre le territoire indien.

L'attitude officielle du Gouvernement indien se raffermir non seulement par suite des bagarres, mais encore après réception des mémoires chinois qui atteignirent rapidement la Nouvelle-Delhi. Pékin accusait les patrouilles indiennes de la frontière de s'infiltrer illégalement en territoire chinois et rejetait l'idée de compensation pour pertes de vie. En outre, Pékin se réservait le droit de patrouiller au sud de la frontière, en territoire du NEFA que l'Inde disait lui appartenir, à moins que l'Inde n'empêchât ses patrouilles de pénétrer dans les régions "chinoises" du Ladakh. La réponse indienne, rédigée en termes très fermes, accusait la Chine d'attitudes d'agression "inspirées par les procédés des anciennes puissances impérialistes combattues autrefois par la Chine comme par l'Inde". La Nouvelle-Delhi repoussait la version chinoise des bagarres et la prétention chinoise que le territoire en cause appartenait à la Chine. La note indienne exhortait le Gouvernement chinois à retirer ses troupes du territoire indien et à chercher une solution pacifique à des différends somme toute secondaires.

Le 4 novembre, Chou En-lai rédigea une note au sujet des échauffourées du Ladakh. Il y disait notamment:

Pour protéger le *statu quo* de la frontière sino-indienne, pour préserver la tranquillité voulue et créer l'ambiance favorable à une entente pacifique, le Gouvernement chinois propose que les forces armées de la Chine et de l'Inde reculent immédiatement de 20 kilomètres (12.4 milles) à partir de la ligne dite McMahon dans l'est et, dans l'ouest, à partir de la ligne jusqu'à laquelle chaque gouvernement exerce son contrôle. Les deux côtés s'engageraient à ne pas envoyer troupes et patrouilles armées dans les zones ainsi évacuées mais ils maintiendraient leur administration civile et leur police sans armes, chargées des besognes administratives et de la surveillance... Le Gouvernement de Pékin n'a pas l'intention de créer un état de tension entre les deux pays intéressés en se servant, pour ce faire, des incidents de frontière. Je suis persuadé que Votre Excellence souhaite de son côté que la tension actuelle se relâche... Le Gouvernement chinois propose qu'afin de discuter le problème des frontières et d'autres problèmes communs, les premiers ministres des deux pays se réunissent dans un avenir rapproché.